



**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n° 12-2025-09-09-00007 du 09 septembre 2025**

Objet : Arrêté préfectoral de mise en demeure en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement de respecter les prescriptions applicables

Activité d'extraction de matériaux (carrière de calcaire d'Alayrac) sur la commune d'Espalion (12500)

Exploitant : Galibert & Fils

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 12-2025-04-14-00002 du 14 avril 2025 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 12-2016-09-19-003 délivré le 19 septembre 2016 à la société SARL GALIBERT ET FILS pour l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune d'ESPALION aux lieux-dits suivant : « Alayrac » et « Combe Fouillousse » concernant notamment la rubrique 2510 (Exploitation de carrières ou autres extraction de matériaux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 susvisé qui dispose : « L'exploitation est conduite par fronts de taille d'une hauteur unitaire maximale de 15 mètres séparés par des banquettes horizontales d'une largeur minimales de 5 mètres en cours d'exploitation[...] » ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 25 juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 4 août 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 26 juin 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- La poursuite de la création de fronts sur une hauteur supérieure à 15 mètres ;
- Les banquettes dans la zone d'extraction ont une largeur inférieure à 5 mètres ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral ;

où la hauteur supérieure des fronts à celle réglementaire et la faible largeur des banquettes peut engendrer une instabilité ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société *SARL GALIBERT ET FILS* de respecter les prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aveyron :

ARRÊTE

Article 1 - La société *SARL GALIBERT ET FILS* exploitant une carrière sise aux lieux-dits « Alayrac » et « Combe Fouillousse » sur la commune d'Espalion est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2016 dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aveyron pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron
- Monsieur le maire de la commune d'Espalion
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rodez, le **09 SEP. 2025**

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale


Véronique ORTET